



BLANCHARD
BOULON
COGEPARC
EFFINANCE

**Association « Société d'assistance et de patronage
pour les aveugles du Rhône et des départements**

voisins »

16 Rue Antonin Perrin – BP 31040

69613 VILLEURBANNE CEDEX

EXERCICE SOCIAL

Du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

COGEPARC

Société d'Expertise Comptable
& de Commissariat aux Comptes
Inscrite à l'Ordre des
Experts-comptables et à la
Compagnie Régionale de Lyon

L Y O N
Le Thélémus - CP 202
12, quai du Commerce
69336 Lyon Cedex 09
Tél. +33 (0)4 72 53 25 50
Fax +33 (0)4 72 53 25 51

L A G N I E U
56 avenue de l'Etraz
01150 Lagnieu
Tél. +33 (0)4 74 40 32 32
Fax +33 (0)4 74 40 32 33

C R É M I E U
19, cours Baron Raverat
38460 Crémieu
Tél. +33 (0)4 74 92 43 74
Fax +33 (0)4 72 53 25 51

ST-GENIS-LAVAL
56, avenue Chanoine Cartellier
Bâtiment 2 B
69230 St Genis Laval
Tél. +33 (0)4 82 53 74 06

cabinet@cogeparc.com
www.cogeparc.com

SA au capital de 205 500 €
RCS Lyon B 964 501 308
TVA N° FR47 964 501 308

S O M M A I R E

- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels	1
- Etats financiers au 31 Décembre 2024	5
- Rapport Spécial sur les conventions réglementées	23

* * * * *

S.A.P.A.R. (CENTRE GALLIENI)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association S.A.P.A.R (Centre Gallieni),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association S.A.P.A.R (Centre Gallieni) relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Association « Société d'assistance et de patronage pour les aveugles du Rhône et des départements voisins »

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Association « Société d'assistance et de patronage pour les aveugles du Rhône et des départements voisins »

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 6 Juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

COGEPARC

Anne BRION TURCK, Associée



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
		Frais de recherche et développement					
		Donations temporaires d'usufruit					
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	106 121	73 537	32 583		
		Immobilisations incorporelles en cours				17 369	
		Avances et acomptes					
	TOTAL		106 121	73 537	32 583	17 369	
	Immobilisations corporelles	Terrains					
		Constructions	6 711 260	4 748 349	1 962 910	2 302 792	
		Inst.techniques, mat.out.industriels	1 046 882	856 522	190 360	224 771	
Immobilisations corporelles en cours		48 714		48 714	15 101		
TOTAL		7 806 857	5 604 871	2 201 985	2 542 665		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	98 928		98 928	103 256		
	Autres	3 282		3 282	3 233		
TOTAL		102 211		102 211	106 490		
Total I			8 015 190	5 678 409	2 336 780	2 666 525	
Actif circulant	Stocks et en cours		1 298		1 298	2 686	
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	178 420	55 690	122 729	213 808	
		Créances reçues par legs ou donations					
		Autres	224 739		224 739	188 918	
		TOTAL		403 160	55 690	347 469	402 727
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 534 426	68 175	1 466 250	154 766	
		Instruments de trésorerie					
		Disponibilités	1 391 588		1 391 588	2 749 930	
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	10 436		10 436	12 851	
	Total II			3 340 910	123 866	3 217 044	3 322 961
Frais d'émission des emprunts III							
Primes de remboursement des emprunts IV							
Ecart de conversion Actif V							
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			11 356 100	5 802 276	5 553 824	5 989 487	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)						

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 387 017	2 387 017
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 338 538	2 325 570
	Report à nouveau	-357 486	38 162
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-338 690	-382 681
	Situation nette (sous-total)	4 029 378	4 368 068
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	412 423	458 088
	Provisions réglementées	47 000	37 000
Total I		4 488 802	4 863 157
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	5 582	5 582
Total II		5 582	5 582
Provisions	Provisions pour risques	7 830	20 847
	Provisions pour charges		
Total III		7 830	20 847
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	320 480	395 967
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 157	149 713
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	347 849	320 096
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 886	32 345
	Autres dettes	33 633	20 939
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	174 600	180 836
Total IV		1 051 608	1 099 899
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 553 824	5 989 487
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Tableau à partir de l'annexe V (5.31.0)

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	780	580
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	26 326	81 730
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	218 833	223 372
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 604 247	2 542 021
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	26 105	5 104
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	43 870	24 377
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 157 320	1 174 156
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		4 077 483	4 051 343
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 072 425	1 043 133
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	123 894	106 970
	Salaires et traitements	2 061 614	2 010 949
	Charges sociales	823 240	814 172
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	433 980	464 126
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 611	152
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		4 519 767	4 439 504
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-442 284	-388 161

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	119 275	18 655
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	119 275	18 655
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	22 800 3 765	31 782 4 556
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	26 566	36 338
2. Résultat financier (III-IV)		92 709	-17 683
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-349 574	-405 844
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 379 48 613 5 000	2 514 20 000 5 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	54 993	27 514
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	54 13 127 15 000	574
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	28 182	574
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		26 810	26 939
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		15 926	3 777
Total des produits (I + III + V)		4 251 752	4 097 513
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 590 442	4 480 195
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-338 690	-382 681
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 Objet social

L'association a pour mission d'assurer un travail aux personnes accueillies qui sont momentanément ou durablement dans l'incapacité d'exercer une activité dans un environnement professionnel non adapté.

Elle apporte aux travailleurs handicapés les soutiens médicaux, éducatifs, psychologiques et sociaux correspondants à leurs besoins.

Plus spécifiquement, elle accueille des adultes déficients visuels et des déficients intellectuels légers ou moyens.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Dans le cadre de ses activités, l'association est dotée de plusieurs structures :

- Le foyer d'hébergement, structure sous Conseil départemental et disposant de 40 places : il permet d'accueillir et de donner une formation et des activités adaptées à aux résidents, favorisant un apprentissage et des techniques pouvant mener à l'autonomie et aux activités de la vie journalière.
- L'ESAT, dont le budget social est financé par l'Agence Régionale de Santé et qui dispose d'un agrément de 90 places : il propose un travail adapté aux usagers, soit en interne, soit en délégation à l'extérieur prenant en compte les déficiences avec une volonté d'insertion.

Les activités commerciales de l'ESAT sont variées et comprennent entre autres :

- Des activités sous atmosphère protégée (ISO6 & 22000) pour les domaines de conditionnement de produits cosmétiques et parapharmaceutiques, ainsi que des dispositifs médicaux
- Des activités de conditionnements spécifiques,
- Des activités de désarchivage, collecte et destruction de papiers y compris confidentiels,
- Des activités de mise à disposition de personnes encadrées pour des mission variées.
- L'association, qui abrite les fonctions de direction et fonctions transversales liées à la gestion et au développement de l'association.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Un budget global annuel de ressources d'exploitation de 2,6 M€ en 2024, dont environ 50% provenant des dotations et prix de journée octroyés par les autorités de tarification.

L'association a conclu un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens avec la Métropole de Lyon pour une durée de 4 ans, expirant le 31 décembre 2027.

L'emploi de 144 salariés dont 97 personnes handicapées.

Des investissements, pour un montant de 105 K€ en 2024.

3 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun événement ni fait significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Néant.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux et règles comptables générales

L'exercice écoulé a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Les tableaux et notes énumérés ci-après font partie intégrante des comptes annuels, établis par le conseil d'administration.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et du règlement ANC n°2020-08 modificatif du 2018-06 du 29 décembre 2020, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Pour son activité médico-sociale, elle se conforme également au Règlement ANC 2019-04 et au Plan comptable M22 BIS applicables au 1^{er} janvier 2020 aux établissements sociaux et médico-sociaux privés.

À défaut d'autres dispositions spécifiques dans les règlements précités, l'entité se conforme au règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations jugées significatives.

5 Informations relatives au bilan

5.1 Actif immobilisé

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	71 515	34 607	-	-	106 121
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	6 680 735	30 526	-	-	6 711 262
	Install. Tech., mat., outillage	346 075	4 500	-	-	350 575
	Install. générales, ag. Am. divers	173 024	3 939	-	-	176 964
	Matériel de transport	242 948	20 335	26 718	-	236 565
	Mat bur., informatique, mobilier	271 286	11 493	-	-	282 779
	Immo. Corp. En cours	15 102	33 613	-	-	48 715
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	7 729 170	104 406	26 718	-	7 806 860
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	106 491	5 488	9 768	-	102 211
	Total IV	106 491	5 488	9 768	-	102 211
Total général		7 907 176	144 501	36 486	-	8 015 190

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	71 515	2 023	-	73 538
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	4 377 943	370 407	-	4 748 350
	Install. Tech., mat., outillage	330 521	9 121	-	339 642
	Install. générales, ag. Am. divers	89 558	14 766	-	104 324
	Matériel de transport	155 339	25 017	13 590	166 766
	Mat bur., informatique, mobilier	233 143	12 647	-	245 790
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	5 186 505	431 957	13 590	5 604 872
Total général		5 258 019	433 980	13 590	5 678 410

5.1.3 Méthode et durée d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Concessions, droits et brevets	Linéaire	3-5 ans
Constructions	Linéaire	15-30 ans
Install. Tech., mat., outillage	Linéaire	10-15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel bureau et informatique	Linéaire	3-5 ans
Mobilier	Linéaire	5-10 ans

5.1.4 Immobilisations financières

Immobilisations	Valeur début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur fin d'exercice (D)
Prêt effort construction	103 256	5 440	9 768	98 928
Dépôts et cautionnements	3 234	48	-	3 282
Total III	106 490	5 488	9 768	102 210

5.2 Actif circulant

5.2.1 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	98 928		98 928
	Autres	3 282	3 282	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Stocks	1 298	1 298	
	Créances clients et comptes rattachés	122 730	122 730	
	Organismes sociaux et fiscaux	224 739	224 739	
	Disponibilités et VMP	2 857 840	2 857 840	
Charges constatées d'avance		10 436	10 436	
TOTAL		3 319 253	3 220 325	98 928

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	60 133	-	4 442	55 691
Autres	45 375	22 800	-	68 175
TOTAL	105 508	22 800	4 442	123 866

5.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 10 436 € se rattachent à l'exploitation.

5.3 Fonds associatifs

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Libellés	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 387 017	-	-	-	2 387 017
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves	2 325 571	12 967		-	2 338 538
Report à nouveau	38 163	-395 650	-	-	-357 487
Excédent ou déficit de l'exercice	-382 682	382 682	-	-338 690	-338 690
Situation nette	4 368 069	-	-	-338 690	4 029 379
Fonds propres (Dotations) consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	458 089	-	-	-45 665	412 424
Amortissements dérogatoires	37 000		15 000	- 5 000	47 000
<i>Total</i>	4 863 158	-	15 000	-389 355	4 488 803

5.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

5.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	(338 690)	(382 682)
Reprises du résultat antérieur	-	-
= Excédent ou déficit effectif global	(338 690)	(382 682)
Dont résultat effectif sous gestion propre	(121 195)	(170 389)
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(217 495)	(212 293)

5.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer.

5.3.5 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

5.3.6 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques	20 847		13 017	7 831
Provisions pour charges				
TOTAL	20 847		13 017	7 831

5.3.7 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Notre entité traite les dépenses prévues au titre du départ en retraite futur de ses salariés en engagements hors bilan. Le montant correspondant est défini par application de la convention collective de l'association, selon la méthode prospectives fonction des unités crédit projetées.

Le montant déterminé au 31/12/2024 s'élève à 83 619 €.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 65 ans,
- taux d'actualisation : 3.5%,
- taux d'augmentation annuel des salaires : 1.5%,

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 39%.

5.3.8 Etat des dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	320 481	76 345	244 136	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		164 158	164 158	-	-
Dettes fiscales et sociales		347 849	347 849	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		10 886	10 886	-	-
Autres dettes		33 634	33 634	-	-
Produits constatés d'avance		174 601	174 601	-	-
TOTAL		1 051 609	807 473	244 136	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		75 465			

5.3.9 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Factures non parvenues	104 403
RRR à établir	-
Provision congés payés	96 349
Charges sociales sur congés payés	46 381
Charges sociales et fiscales à payer	16 728
TOTAL	263 861

5.3.10 Produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 174 601 € au 31/12/2024 contre 180 837 € pour l'exercice clos au 31/12/2023. Ils correspondent à la mise à disposition de locaux dans le cadre d'un contrat de bail emphytéotique d'une durée de 52 années. La reprise au résultat à chaque exercice est de 6 236 €.

5.3.11 Informations à caractère fiscal

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

6 Informations relatives au compte de résultat

6.1 Produits

6.1.1 Subventions

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

6.1.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

En l'absence de suivi en place permettant une évaluation suffisamment précise des contributions volontaires perçues, l'association n'a pas été en mesure de chiffrer de manière fiable ces informations.

Celles-ci sont néanmoins considérées comme peu significatives au regard des ressources de l'association.

6.1.3 Autres informations

6.1.3.1 Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association (hors personnel handicapé) au 31/12/2024 est de 32 et se décompose comme suit :

- ESAT : 16
- Foyer : 16

Association « Société d'assistance et de patronage pour les aveugles du Rhône et des départements voisins »

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 Décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'Association S.A.P.A.R (Centre Gallieni),

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Lyon, le 6 Juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

COGEPARC

Anne BRION TURCK, Associée